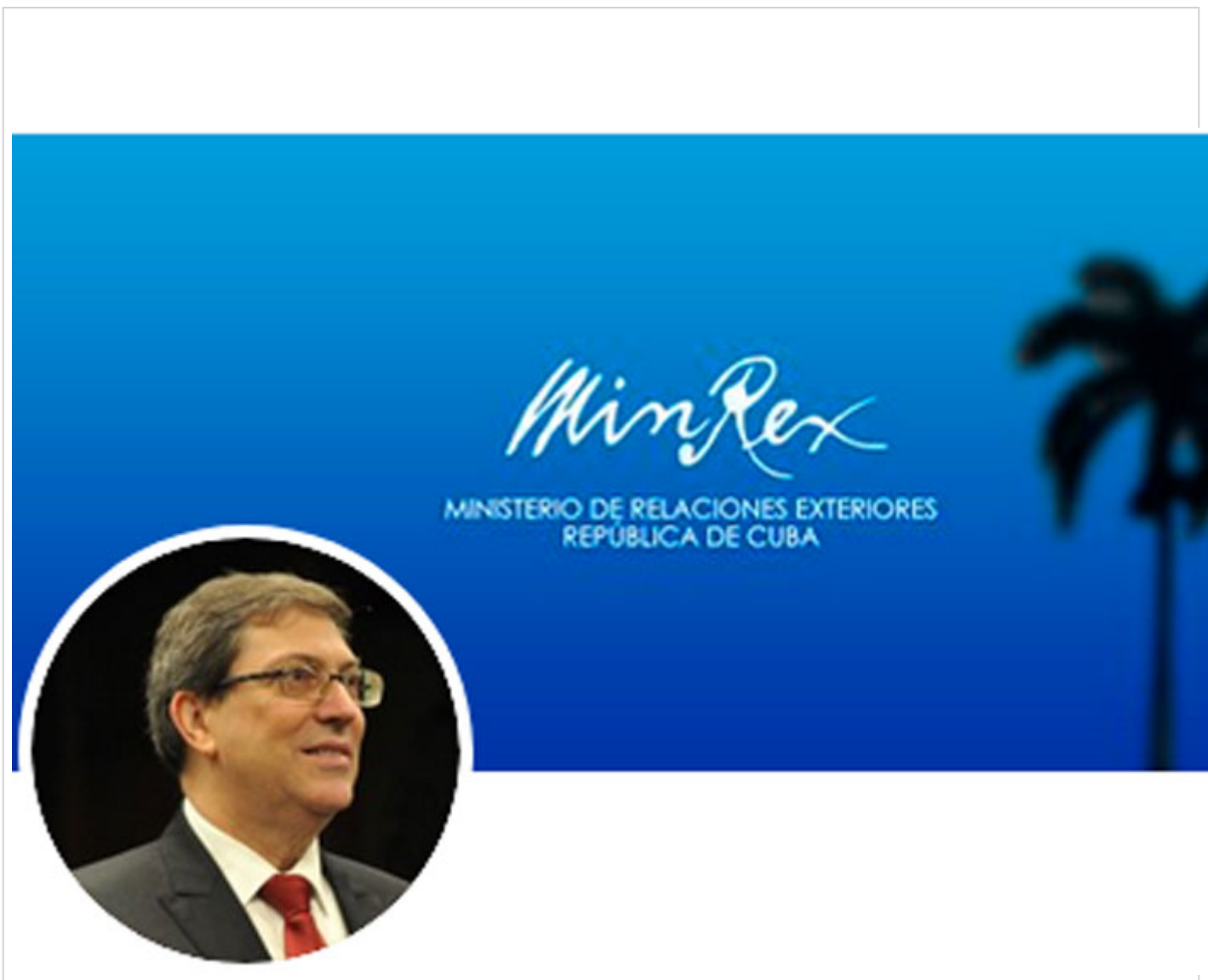


Le ministre cubain des Affaires Étrangères de Cuba rejette les accusations du secrétaire d'État américain



Nations Unies, 24 septembre (RHC) Le ministre des Affaires Étrangères de Cuba, Bruno Rodríguez, a rejeté aujourd'hui les accusations du secrétaire d'État américain Antony Blinken concernant de prétendues violations des droits de l'homme dans l'île, par lesquelles il tente de justifier ses mesures coercitives.

Sur son compte Twitter, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que les allusions du fonctionnaire des États-Unis n'avaient rien à voir avec la réalité de la nation caribéenne et il a dénoncé le fait que ce pays se livre à des mensonges pour cacher ses propres problèmes dans ce domaine.

'Les États-Unis sont incapables de justifier la politique inhumaine contre notre population et se tournent, comme Donald Trump et Mike Pompeo, vers le mensonge pour détourner l'attention des graves violations des droits de l'homme qu'ils commettent quotidiennement sur leur propre territoire et dans le monde', a écrit Rodriguez.

Dans un autre message, il a déclaré que les abus commis à l'encontre des migrants haïtiens à la frontière des États-Unis sont une expression révoltante du mépris raciste à l'égard des personnes d'Amérique latine et des Caraïbes, et il a souligné que tout individu de tout pays mérite le respect de sa dignité humaine.

Washington n'est pas au-dessus des principes moraux de base, a souligné le chef de la diplomatie cubaine.

Ce vendredi, à l'occasion de la clôture de l'Assemblée générale des Nations Unies, Blinken a publié un communiqué dans lequel il a mentionné les manifestations qui ont eu lieu à Cuba les 11 et 12 juillet derniers, les qualifiant de manifestations 'pacifiques'.

Le secrétaire d'État américain 'a exhorté' le gouvernement de la nation caribéenne à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales du peuple et a appelé la communauté internationale à élever la voix contre la 'répression et les arrestations massives'.

Bien que le fonctionnaire ait évité de mentionner les actes de violence et de vandalisme qui ont eu lieu à cette occasion-là, il a confirmé le soutien des États-Unis, que La Havane accuse d'être l'instigateur et le commanditaire de l'opération politique de communication qui a donné lieu aux faits.

Les autorités cubaines ont alors dénoncé la participation de personnes et d'entreprises sur le territoire américain, qui ont encouragé la haine, les actes de terreur et propagé des mensonges, tandis que le gouvernement de ce pays renforçait le blocus économique, qui entrave l'accès à la nourriture et aux médicaments au milieu de la pandémie.

À plusieurs reprises, des fonctionnaires des tribunaux et du parquet de l'île ont fait des déclarations à la presse sur les procès des personnes arrêtées, qui auraient été conduits dans le respect des garanties de procédure et de l'ordre constitutionnel en vigueur.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/271512-le-ministre-cubain-des-affaires-etrangees-de-cuba-rejette-les-accusations-du-secretaire-detat-americain>



Radio Habana Cuba